



HAL
open science

La périphérie à l'assaut du centre ?

Nicolas Lebourg

► **To cite this version:**

Nicolas Lebourg. La périphérie à l'assaut du centre ?. Pôle Sud - Revue de science politique de l'Europe méridionale, 2021, 54 (1), pp.5-12. <10.3917/psud.054.0005>. <hal-03266200>

HAL Id: hal-03266200

<https://hal.umontpellier.fr/hal-03266200v1>

Submitted on 4 Feb 2026

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

La périphérie à l'assaut du centre ?

Retour sur les élections municipales de 2020

Nicolas Lebourg

DANS **PÔLE SUD 2021/1 n° 54**, PAGES 5 À 12
ÉDITIONS **CEPEL**

ISSN 1262-1676

ISBN 9782918036328

DOI 10.3917/psud.054.0005

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-pole-sud-2021-1-page-5?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour CEPEL.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

LA PÉRIPHÉRIE À L'ASSAUT DU CENTRE ?

RETOUR SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2020

Nicolas Lebourg

Université de Montpellier, CEPEL , UMR 5112
nicolaslebourg@yahoo.fr

S

Les élections municipales françaises de 2020 ont été exceptionnelles à plusieurs égards. La pandémie de Covid-19 en a tout d'abord perturbé le calendrier en entraînant un report du second tour du 22 mars au 28 juin 2020. Les résultats ont été ensuite quelque peu inattendus. L'élément le plus visible a été la percée d'Europe Ecologie Les Verts (EELV) dans les grandes villes (7 victoires dans les 42 cités de plus de 100 000 habitants), même si la plus faible pénétration dans les communes de moindre envergure réduit à 1,9 millions le nombre de citoyens administrés par le parti. Parmi les autres partis dits de gouvernement, on aura noté le bon maintien des listes issues du Parti socialiste (PS) et de Les Républicains (LR), et la faiblesse des résultats obtenus par les listes La République En Marche (LREM). A l'extrême droite, bien loin de la vague annoncée par le Rassemblement national (RN), la conquête symbolique d'une ville de plus de 100 000 habitants (Perpignan) ne masque pas la mauvaise performance (le nombre de conseillers municipaux baisse de 44,8% par rapport à 2014 et le parti n'en compte que dans moins de 0,8% des communes¹). Enfin, phénomène inédit de par son intensité, on a vu fleurir des listes « municipalistes », « citoyennes », traduisant *a priori* une demande de « démocratie participative ». La visibilité réduite des partis a été un effet globalement entretenu, ayant entre autres mérites de permettre des alliances électorales à géométrie variable. Le discours gestion/rassemblement s'est généralisé et le label « liste citoyenne » a été utilisé jusqu'aux appareils du PS, du RN et de La France insoumise (LFI) – et une première étude estimait que seules 31% des listes citoyennes ne comportaient pas de partis (Lefebvre, 2020a). Le « citoyennisme » a ainsi contribué à une dénationalisation globale du scrutin. Ce trait très spécifique aux municipales de 2020 a été façonné par d'autres facteurs, tels que les alliances inter-partisanes variables selon les villes, ou la concentration des campagnes sur des enjeux locaux (propreté, sécurité etc.) plutôt que sur la sanction ou l'approbation de la majorité présidentielle. Le marché électoral municipal a connu une concurrence variable : seules 15% des communes ont nécessité un second tour, mais 47 des 53 villes de plus de cent mille habitants y ont eu recours².

1. https://www.liberation.fr/checknews/2020/07/01/combien-de-conseillers-municipaux-le-rassemblement-national-a-t-il-perdu-entre-2014-et-2020_1792874/

2. https://www.liberation.fr/politiques/2020/05/26/municipales-combien-reste-t-il-vraiment-de-maires-a-elire-le-28-juin_1789359/

Conséquemment, si les métropoles ont connu de nombreuses alternances au second tour, celles-ci ne sauraient dissimuler que 30 000 communes ont élu, et souvent réélu, leur maire dès le premier tour (Lefebvre, 2020b). Enfin, ces élections ont enregistré un niveau d'abstention inédit pour ce type de scrutin (55,25% au premier tour et 58,84% au second), rendant l'interprétation générale du vote particulièrement complexe.

Compte tenu de ce caractère exceptionnel, il s'agit dans ce dossier de s'intéresser à la façon dont des phénomènes censément « périphériques » de la vie électorale (écologie, gauche radicale, listes citoyennes, extrême droite...) ont pu, lors de ce scrutin, se placer au « centre » du jeu politique. La campagne électorale tumultueuse de Montpellier offre un cas particulièrement pertinent que l'on retrouve dans plusieurs contributions (1). Néanmoins, on ne saurait s'en tenir à un constat de décomposition politique, et des dynamiques de recomposition sont d'ores et déjà à l'œuvre (2).

LE BROUHAHA MONTPELLIÉRAIN

La fusion de Midi-Pyrénées et du Languedoc-Roussillon avait été appréhendée à Montpellier telle une absorption, entraînant son maire, Philippe Saurel, dans une tentative vaine (5% des suffrages) de mener aux élections régionales de 2015 une liste de résistance de l'ancienne collectivité (Négrier et Simoulin, 2021). Cette perte de capital symbolique est allée avec une déstabilisation du marché politique : lors du scrutin départemental de 2015 à Montpellier les quatre candidatures principales ne cumulaient que 61% des suffrages exprimés contre 87% à Toulouse. Moins qu'une synergie avec Midi-Pyrénées, l'ex-Languedoc-Roussillon décrochait, s'avérant être une « région de «mauvais garçons», minoritaires ou sentant le souffre dans leurs formations respectives, transportés par une conflictualité politique de tous les instants et de tous les niveaux, et pour cela sans influence ni relais à l'échelle nationale » (Négrier et alii, 2016). Un mandat plus tard, la fragmentation du marché politique montpelliérain paraît s'être accentuée avec cette périphérisation régionale : au premier tour des municipales, les quatre premières des treize listes toulousaines remportent 87,7% des voix, quand, à Montpellier, les quatre premières des quatorze listes n'en représentant que 58,7%. La diversité des offres n'a pas entraîné d'appétence pour le vote, l'abstention étant encore supérieure au taux national et dépassant les 65% à chaque tour. Les enjeux territoriaux internes à la région se retrouvent jusque dans les affiches, nous montre Michel Catlla dans sa contribution intitulée « La mayorabilité en affiches. Le cas des élections municipales de 2020 ». À Perpignan, les codes graphiques de Louis Aliot renvoient à ceux en usage dans les communes rurales. À Toulouse, les gauches rassemblent des logotypes pour mieux se taire sur ce qui les unirait, quand le maire sortant de droite occupe le centre et le référentiel toulousain. À Montpellier, on fragmente les repères nationaux pour les articuler avec des locaux, comme pour s'assurer que ce qui est d'ici compte encore au-delà.

Dans son article intitulé « L'analyse électorale à l'épreuve de la décomposition politique. Le cas des élections municipales 2020 en Occitanie et à Montpellier », Emmanuel Négrier utilise un double terrain pour discuter trois hypothèses : la stabilité électorale issue d'une prime au sortant renforcée en cas d'abstention massive ; la nationalisation des compétitions électorales dans les métropoles ; le renforcement de la rationalité du vote en cas d'abstention record. Chemin faisant, la démonstration soulève une autre question : la production sociale du charisme et du leadership, quand les candidats paraissent les avoir considérés comme un capital acquis. Les tactiques confuses des candidats et leur absence de stratégie invalident l'assaut protéiforme des périphéries et aboutissent à la victoire du candidat social-démocrate. Car, confronté au même problème que celui de Perpignan au niveau de la décomposition de son offre politique après le départ d'un maire « parrain » (George Frèche après 27 ans de règne, Jean-Paul Alduy après 16 années), Montpellier ne se réfugie pas pour autant pas dans l'offre d'extrême droite (le RN, contrairement à ses espoirs, n'obtient d'ailleurs aucune victoire dans l'Hérault) mais fait bon accueil aux populismes non-altérophobes - en entendant le populisme comme opposition entre blocs homogènes du peuple et de l'élite et valorisation de la volonté générale (Mudde et Rovira Kaltwasser, 2018). Ces différences entre populismes ont une base sociologique : dans la préfecture de l'Hérault, 45,4% de la population est diplômée du supérieur, contre 26,2% dans celle des Pyrénées-Orientales³. Le style populiste ne peut donc s'appuyer sur la sociologie électorale du RN, mais trouve sa place, par exemple, dans la liste emmenée par l'humoriste Rémi Gaillard, se présentant tout à la fois comme l'opposition aux partis gouvernementaux, à l'ordre établi, aux formations politiques nationales, et en subversion des règles et styles ordinaires du jeu politique.

De cette campagne et de cette élection cacophoniques, Julien Audemard, David Gouard et Arnaud Huc livrent les clefs d'explication à travers l'étude des quatre listes apolitiques effectuant une « transgression politique », opposant professionnels de la politique et citoyens (la composition des listes montre une capacité à diversifier le profil social des colistiers) et, pour deux d'entre elles, se positionnant au-delà du clivage droite-gauche. Leur article « Mobiliser les marges. Splendeurs et misères de quatre entreprises électorales en marge des partis lors des municipales de 2020 à Montpellier » démontre que ces offres s'épanouissent d'abord au premier tour sur le champ de ruines de la social-démocratie, hormis la plus populiste dans son style dont la cartographie électorale renvoie à celle du vote lepéniste. Toutefois, au second tour, l'agglomération de ces niches s'avère impossible, nombre d'électeurs préférant soutenir la liste de gauche plutôt qu'une liste menée par un homme d'affaires suivie d'écologistes, de populistes, etc. Ce travail ouvre des pistes sur l'autonomie des périphéries politiques, ici semble-t-il utilisées par des citoyens en désaccord avec l'offre partisane traditionnelle mais néanmoins soucieux *in fine* d'assurer la victoire de l'offre la plus performante correspondant à leur culture politique. L'alliance des listes extra-partisanes n'a pas constitué l'alliance de catégories sociales aux intérêts matériels divers, c'est-à-dire d'un « bloc

3. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-34172#chiffre-cle-4> et <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2011101?geo=COM-66136#chiffre-cle-4>.

historique » homogène nécessaire à la réussite politique (Gramsci, 1983). Moins qu'un au-delà de la bipolarisation droite-gauche ou un renouvellement idéologique, les offres extra-partisanes témoigneraient d'un désamour entre peuple et formations de gauche. Le propos local entre aisément en résonance avec la situation continentale de la social-démocratie européenne. Profondément en difficulté depuis 2008, la social-démocratie payerait ici son absence de réinvention tant des redistributions économiques que de la participation des citoyens au politique. En Angleterre comme en France, les partis sociaux-démocrates ont pensé trouver une issue à leur crise par l'instauration de primaires ouvertes sensées réinstaurer débats idéologiques et intégration des masses, mais qui ont en fait accentué leurs difficultés (Escalona, 2017). Le système institutionnel à deux tours pousserait-il les électeurs (en l'occurrence montpelliérains et de gauche) à chercher une périphérie au premier tour, pour sanctionner les partis de la social-démocratie, et à se rallier au second, de par la persistance des enjeux structurels et l'absence d'une nouvelle culture commune ? Le cas montpelliérain serait dès-lors celui d'une transition, quand d'autres contributions témoignent qu'à la décomposition a déjà succédé une reconfiguration. Il est vrai que la multiplication des listes à Montpellier ne saurait être disjointe de l'agitation du marché politique à l'échelle nationale.

RECOMPOSITIONS

Le désalignement du corps électoral de la gauche vers des offres politiques horizontales a contribué à nourrir le phénomène des listes citoyennistes, rassemblant 279 016 suffrages, concentrés dans les petites et moyennes communes⁴. Quoique développant souvent un discours récusant leur appartenance à la gauche, les listes « participatives » se sont largement situées dans cet espace, comme le démontrent Raul Magni Berton, Camille Morio et Sofia Assif dans leur contribution « Plus de démocratie ? Leçons de 75 programmes politiques pendant les élections municipales de 2020 ». En outre, leur analyse de l'intégration des promesses de démocratie participative, à travers une grille de 108 critères appliquée à 75 programmes dans 14 grandes villes, montre que l'engagement sur ces sujets bénéficie électoralement aux listes, et d'abord à la gauche. Si le PS s'est montré très investi sur ce sujet, c'est particulièrement EELV qui apparaît comme le vaisseau amiral de cette dynamique, l'article proposant ainsi un élément inédit de compréhension empiriquement fondée des résultats de ce parti. Si cette problématique participative a pu être appréhendée par des partis déjà installés dans la vie démocratique, il n'en demeure pas moins que cette élection a vu évoluer l'équilibre sociologique voulant que les municipales soient l'affaire de professionnels dans les métropoles et d'amateurs dans les petites communes et que la « citoyennisation accompagne le présidentialisme municipal, plus qu'elle ne le remet en cause », même si ces listes citoyennes troublent les répertoires d'action classiques en ne s'insérant pas dans une culture partisane et une pratique militante normées (Desrumaux, Lefebvre, 2016).

4. Voir <https://www.lagazettedescommunes.com/688420/municipales-les-listes-participatives-a-la-peine/>

Pour autant, les résultats d'EELV ne relèvent sans doute pas seulement d'une orientation post-matérialiste des votes. Ce qui caractérise les systèmes partisans en Europe de l'Ouest est la stabilité de leurs partis de gouvernement, pour l'essentiel d'entre eux en place dès après la Première guerre mondiale. Puisqu'ils convergent globalement dans le soutien à l'Union européenne, leurs positions divergent principalement sur les questions culturelles : cette gamme de nuances ne dégage donc pas un espace spécifique de soutien pour EELV au nom du libéralisme culturel, pas plus qu'elle ne permet d'expliquer le vote RN au motif du seul conservatisme culturel (Gougou et Tiberj, 2015).

À Perpignan, la polarisation entre le maire sortant et le RN donné gagnant a probablement démobilisé au premier tour (60,3% d'abstention), mais entraîné une plus forte mobilisation que dans le reste du pays au second (52,8%). La décomposition des offres politiques locales et la déliquescence sociale et culturelle du territoire ont permis un élargissement de l'assise électorale d'une périphérie politique refondée sur un principe de fusion des droites, et ce grâce au rassemblement d'une triple périphérie résidentielle : celle des quartiers aisés, des classes moyennes pavillonnaires et des classes moyennes inquiètes du voisinage de cités HLM dites sensibles. Comme l'atteste l'article « La prise de Perpignan par le RN. Chronique d'une conquête annoncée » de David Giband, Nicolas Lebourg et Dominique Sistach, le RN victorieux, réussissant quant à lui un « bloc historique » au sein d'un marché politique local devenu un oligopole droitier, ne correspond donc pas au schéma médiatique d'un vote des classes populaires périphériques, mais, en outre, le cas va aussi à rebours de la tendance à un vote plus important chez les nouveaux-venus d'une agglomération (Crépon et alii, 2015). La victoire perpignanaise ouvre donc un champ de réflexions sur les mutations sociologiques et programmatiques du parti.

Nonobstant, les succès locaux de l'écologie ou de l'extrême droite sont à resituer dans leurs temps et leurs espaces. Déjà, la « vague frontiste » des municipales de 2014 ne concerna qu'une quinzaine de communes. EELV, au moment du scrutin de 2020, ne comptait que quatre salariés⁵ et n'avait pas de groupe à l'assemblée ; elle gagne une trentaine de villes, mais avec un poids démographique nettement plus conséquent que le FN six ans plus tôt. Afin de prendre un peu de recul historique, on peut relever que *Le Monde* avait envisagé la victoire du FN à Perpignan lors de la municipale partielle de 1993, et, pour prendre un regard éloigné, que le titre canadien *La Presse* avait tiré pour leçon des municipales françaises de 1989 l'effondrement du système droite-gauche au bénéfice des Verts. Dès lors, la perspective paraît moins relever du surgissement inattendu de phénomènes tumultueux venant recomposer la scène politique, que de la patiente et somme toute relative intégration au système politique de phénomènes jusque-là contenus à sa marge.

La Corse offre un cas saillant de conquête réussie du pouvoir par des forces exogènes aux partis de gouvernement. Depuis plusieurs années le désengagement de la radicalité portée par les actions du Front national de libération de la Corse

5. https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/06/29/municipales-2020-une-vague-verte-historique-deferle-sur-les-grandes-villes-francaises_6044496_823448.html

(FLNC) s'est fait concomitamment à la notabilisation du personnel politique nationaliste à travers l'arrivée au pouvoir de Femu a Corsica qui a ainsi vu reconduite sa majorité à Bastia, conquise en 2014 après qu'elle ait été administrée par trois générations de Zuccarelli (PRG). Il y a là un cas topique d'une périphérie politique qui est devenue le Centre. Cette normalisation a pour point commun avec celle du RN que l'élection d'anciens acteurs de la radicalité ne dégage pas un espace politique de listes qui prétendraient conserver la pureté contestataire. Les élections de 2017 avaient marqué une accentuation de la « dénationalisation du système politique corse » entamée en 1982 et « fondée principalement sur la fragmentation et la territorialisation du système de partis ». L'île est la collectivité territoriale où Marine Le Pen a obtenu son meilleur score au second tour (48,5 %), puis a, pour la première fois, élu trois députés nationalistes dans ses quatre circonscriptions (Fazi, 2017). Cette même année, la liste d'union nationaliste a rassemblé plus de 56% des suffrages exprimés lors du second tour des élections territoriales. Cette insertion institutionnelle des anciens radicaux est due à la fois au désarmement du nationalisme corse et, paradoxalement, à l'usage « dédagiste » du bulletin de vote nationaliste, plus utilisé lors de ses élections de 2017 dans les zones côtières concentrant les populations fraîchement installées (dont les fonctionnaires continentaux) que dans le cœur des terres, plus fidèles aux formations politiques traditionnelles (Sommier et alii, 2021). Dans ce contexte, l'article d'André Fazi « Le nationalisme corse et les élections municipales : une conquête équivoque » analyse la victoire nationaliste dans 16% des communes de l'île. La scène nationaliste s'est, elle aussi, présentée dans des configurations et cartels variés selon les lieux, et, en son sein, c'est la tendance autonomiste qui réussit le mieux électoralement. Il ne s'agit pas seulement d'une rupture avec les années de violence, mais également avec les listes électorales nationalistes qui, il y a trente ans, se voulait une proposition nettement « antisystème ». L'intégration de la radicalité à la norme électorale l'aura ainsi dépolitisée, mais n'aura pas entaché « la forte autonomie de l'arène politique municipale » insulaire. Cette continuité entre normalisation et renouvellement se retrouve chez les outsiders électoraux jusque dans leurs codes graphiques, nous montre Michel Catlla : il n'y a pas de rupture formelle mais des outils normés de promotion du renouvellement.

La floraison de listes aux élections municipales de 2020 a certes à voir avec la situation inédite que constitue l'exercice du pouvoir par un parti de majorité présidentielle sans assise territoriale. Cette configuration permet en retour aux partis d'opposition de faire de leur ancrage territorial une ressource efficace face à un parti aussi central que lointain.

Jusqu'à l'alternance de 1981, les deux blocs d'alliance représentaient environ 9 suffrages exprimés sur dix. Au vu de la circulaire aux préfets du 10 novembre 2019, l'offre politique serait dorénavant atomisée : le document officiel classait les listes dans une grille de pas moins de 24 nuances. Provoquant des polémiques, cette nomenclature a certes été remaniée suite à l'avis du Conseil d'Etat - non sans poser encore des questions puisque la grille finale exclut le RN de la catégorie

« extrême droite »... Ce flou et cette fragmentation idéologiques accélérerait-elle la production d'offres électorales ? Jürgen Habermas avait noté il y a une trentaine d'années déjà que les thèmes de l'immigration et de l'écologie avaient été travaillés dans les périphéries, très en amont de leur intégration à l'espace public (Habermas, 1997). Or, en 2020, il semble qu'il ne s'agisse pas seulement de chronologie entre centre et périphéries : l'antipartisme, qui fonctionnait antérieurement par transferts de vote entre partis traditionnels sanctionnés l'un après l'autre (Gispert et Nicolas, 2006), a pu dégager des espaces politiques nouveaux.

Néanmoins, les analyses de ce dossier témoignent que le choc qui a ébranlé les « vieux » partis ces dernières années ne signifie pas que n'importe quelle aventure électorale peut aujourd'hui être victorieusement lancée. Dans le marché politique, les offres paraissent nettement plus en crise que la demande – après tout qui peut s'étonner que Montpellier ait fini avec un maire socialiste et Perpignan avec un lepéniste ? Les secteurs politiques longtemps considérés comme des marges ou des réactions désordonnées des citoyens viennent apporter des enjeux idéologiques au sein d'un espace public saturé de polémiques mais peu porteur de propositions programmatiques. Les tentatives d'inclusion de leurs thèmes (écologisme, islamophobie etc.) par les anciennes offres partisans ont pour effet-miroir l'introduction des marqueurs des « partis de gouvernement » (gestion, respectabilité, etc.) par les mouvements émergents. Cet effet de ciseau dépasse les élections municipales de 2020, tant il paraît prévaloir dans ce que pourrait être le résultat du premier tour de l'élection présidentielle de 2022.

RÉFÉRENCES / REFERENCES

- Crépon S., Dézé A. et Mayer N. dir. (2015), *Les faux-semblants du Front national. Sociologie d'un parti politique*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Desrumaux, C., et Lefebvre R. (2016), « Pour une sociologie des répertoires d'actions électorales », *Politix*, vol. 113, n°1.
- Escalona F. (2017), « La social-démocratie en Europe : crise terminale ou nouveau “champ de bataille” ? », *Mouvements*, vol. 89, n°1.
- Fazi A. (2017), « Les élections présidentielles et législatives de 2017 : une nouvelle phase de dénationalisation du politique en Corse ? », *Pôle Sud*, vol. 47, n°2.
- Gispert C. et Nicolas F. (2006), « La mutation du vote protestataire : partis tribuniciens, partis de gouvernement et sentiment antiparti », *Pôle Sud*, n° 24.
- Gougou F. et Tiberj V. (2015), « Tous les mêmes ? Les votes pour les partis de gouvernement en temps de crise », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 53, n°1.
- Gramsci A. (1983), « La philosophie de la praxis face à la réduction mécaniste du matérialisme historique », *Textes 1917-1934*, Paris, Editions sociales.
- Habermas J. (1997), *Droit et démocratie*, Paris, Gallimard.
- Lefebvre R. (2020a), « Municipales 2020 : les partis politiques, invisibles et omniprésents », *La Vie des idées*, <https://laviedesidees.fr/Municipales-2020-les-partis-politiques-invisibles-et-omnipresents>
- Lefebvre R. (2020b) « Peut-on parler d'une dénationalisation des élections municipales ? », *Pouvoirs locaux*, n°118.

- Mudde C. et Rovira Kaltwasser C. (2018), *Brève introduction au populisme*, La Tour d'Aigues, L'Aube.
- Négrier E., et Simoulin V. (2021), *La fusion des régions*, Grenoble, PUG.
- Négrier E., Volle J-P. et Coursière S. (2016), « Nouveaux territoires et héritages politiques. Les élections départementales et régionales de 2015 en Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées », *Pôle Sud*, vol. 44, n°1.
- Sommier I., Crettiez X. et Audigier F. dir. (2021), *Violences politiques en France de 1986 à nos jours*, Paris, Presses de Sciences Po.